

Allemagne : la crainte d'une dictature écolo

Les initiatives en faveur du développement durable, souvent chères, commencent à agacer outre-Rhin.



L'Allemagne vient de se doter d'un arsenal législatif en matière de lutte contre le réchauffement climatique, qui impose entre autres un seuil de 14% minimum de la part des énergies renouvelables dans le chauffage des maisons construites après le 31 décembre 2008.

Dictature écologique ou geste courageux pour l'environnement ? Les habitants de Marburg seront à l'avenir obligés, sous peine d'amende, de se doter de panneaux solaires, une expérimentation qui fait débat en Allemagne. Le texte prévoit que toute nouvelle maison construite dans la coquette cité médiévale devra être dotée de panneaux solaires à raison d'un mètre carré de cellules solaires pour 20 mètres carrés de surface, pour le chauffage et l'eau chaude.

aussi miroiter les économies réalisées alors que le coût du fioul domestique s'envole. Et a ramené à 1 000 euros l'amende prévue pour les contrevenants, initialement fixée à 15 000 euros. Le magazine Der Spiegel souligne quant à lui que le maire, étant locataire, sera l'un des gagnants de sa propre réforme car il n'aura rien à déboursier, mais verra baisser ses frais de chauffage...

Selon Klaus Vajen, professeur à l'université de Kassel, spécialiste de l'énergie solaire, cette charte solaire n'en reste pas moins « parfaitement sensée ». « Inciter ne suffit pas. Il faut parfois forcer la main aux consommateurs pour leur propre bien », assure-t-il.

L'Etat régional du Bade-Wurtemberg, pourtant dirigé par les conservateurs, a déjà choisi la même voie. Depuis le début de l'année, le Land impose aux maisons neuves de couvrir un cinquième de leurs besoins en chauffage par des énergies renouvelables. Et à partir de 2010, les habitations déjà construites qui se doteront d'un nouveau chauffage devront couvrir 10 % de leur besoin en chaleur par des énergies vertes, ou faire de gros travaux d'isolation.

La bière traditionnelle nargue la mousse industrielle

Il n'y a pas que le goût standardisé des bières produites par les multinationales : de petits brasseurs refont vivre les saveurs d'antan pour le plus grand bonheur des consommateurs.

La réglisse, à la rhubarbe, au miel, à la rose et au gingembre, les bières traditionnelles, avec leurs recettes originales, connaissent en France un renouveau face à la bière industrielle dont la consommation est en perte de vitesse. Les chiffres des Brasseurs de France, l'organisation professionnelle du secteur, le montrent : alors que la consommation de bière ne cesse de baisser en France, les bières traditionnelles tirent leur épingle du jeu.

Certes avec 1,3 % du marché en France, elles ne pèsent pas grand-chose face aux multinationales comme le néerlandais Heineken et le belgo-brésilien Inbev, mais le secteur est en plein développement. Aujourd'hui, on compte quelque 250 à 300 brasseries en France, autant de petites entreprises qui font vivre 3 à 5 salariés et produisent 500 à 1 000 hectolitres par an. Une goutte d'eau en comparaison des millions d'hectolitres produits chaque année par les mastodontes internationaux.

« Le renouveau de la petite brasserie est un phénomène ré-

cent qui a commencé il y a une quinzaine d'années », explique Daniel Thiriez, l'un des précurseurs de cette tendance. Sa brasserie est installée à Esquelbecq, au cœur des Flandres françaises, une région qui a connu l'âge d'or des petits maîtres brasseurs de villages, au début du XXème siècle. Mais les guerres, la concentration du secteur et la baisse de la consommation expliquent le déclin de cette profession tout au long du siècle.

« Le mouvement est principalement venu des Etats-Unis en réaction à la standardisation du goût de la bière », ajoute cet ancien de Sciences-Po qui a travaillé dans les ressources humaines une dizaine d'années avant de se lancer dans la bière.

Comme Daniel Thiriez et beaucoup d'autres dans ce secteur, Vincent Gachet a lui aussi décidé de changer de vie pour assouvir sa « passion ». « Cela faisait une quinzaine d'années que je m'intéressais sérieusement à la bière et profitais de mes voyages pour découvrir les brasseries artisanales », relate cet ancien ingénieur qui profite d'un plan social chez Hewlett



Le brasseur Vincent Gachet pose à côté de bouteilles de différentes bières « Mandrin » qu'il produit à Saint-Martin-d'Hères, près de Grenoble. Dans sa brasserie, cet ancien ingénieur produit notamment des bières aux noix, à la réglisse, au miel et au sapin.

Packard pour lancer en 2002 sa brasserie à St-Martin-d'Hères (Isère).

Avec sa première bière aux noix, il joue à fond la carte du terroir. Il baptise même sa brasserie du nom de Louis Mandrin.

Robin des Bois local qui a défendu la cause des pauvres dans le Dauphiné. La Corse aussi a sa bière, la Pietra, une institution dans l'île de beauté.

Aujourd'hui, avec ses 400 hectolitres annuels, c'est l'un des grands succès de ce renouveau de la brasserie artisanale, grâce notamment à sa bière à la châtaigne.

Un marché qui fait grise mine

La consommation de bière a chuté cette année. La faute, selon les professionnels du secteur, à l'interdiction de fumer dans les débits de boisson et à un climat trop froid.

La consommation française de bière a diminué de 8,2 % au premier trimestre 2008, dans la foulée de l'effritement déjà ressenti en 2007. Selon les chiffres publiés par l'organisation professionnelle des Brasseurs de France, sur l'ensemble de 2007, la consommation a baissé de 3,3 %. Elle est descendue à 19,6 millions d'hectolitres, contre 20,2 millions en 2006. Toutefois, le marché est resté stable en valeur, à environ 12,5 milliards d'euros.

Cette baisse de la consommation est

« probablement » due à l'interdiction de fumer dans les lieux publics, estime Gérard Laloi, président des Brasseurs, sans toutefois quantifier les conséquences de cette mesure en vigueur depuis le 2 janvier. Une température particulièrement froide au premier trimestre 2008 expliquerait aussi en partie ce fléchissement de la consommation.

Selon les calculs réalisés par l'organisation, une variation d'un degré sur le thermomètre entraîne une variation de 3 à 4 % de la consommation. Or, au

premier trimestre 2007, les températures avaient été particulièrement élevées.

Les bières dites « de spécialités » (d'abbayes, ambrées ou blanches) et « haut de gamme » sont les seules à tirer leur épingle du jeu. Leur part de marché en valeur a augmenté respectivement de 1 % et 3 % (et 5 et 1 % en volume). Mais le cœur de marché – les blondes traditionnelles – chute de 9 % en volume et 5 % en valeur, une tendance équivalente pour les bières sans alcool et les panachés qui

accusent une baisse 9 % en volume et de 6 % en valeur.

La consommation de bière, d'environ 30 litres par an et par habitant en France, est une des plus faibles en Europe, quatre fois inférieure à celle des Allemands par exemple. Par ailleurs, la consommation de spiritueux, les boissons dont l'alcoolémie est supérieure à 15°, a baissé de 5 à 20 % depuis le début de l'année. Là aussi l'interdiction de fumer dans les lieux publics est pointée du doigt.

Ducasse devient monégasque

Le chef Alain Ducasse, dont les restaurants ont engrangé quatorze étoiles au Michelin, a été naturalisé monégasque et bénéficiera dorénavant de la « fiscalité douce » qui est l'un des attraits de Monaco. Une ordonnance du Prince Albert II, mise en ligne hier dans le bulletin officiel de la Principauté, indique qu'Alain Ducasse est naturalisé monégasque et « comme tel, jouira de tous les droits et prérogatives attachés à cette qualité ». Comme citoyen de Monaco, Alain Ducasse ne payera plus d'impôt sur le revenu, plus d'impôt sur la fortune et un impôt sur les successions très faible. Alain Ducasse perd du même coup sa nationalité française, qui est incompatible avec la nationalité monégasque. Et la France perd l'un de ses chefs les plus prestigieux. Alain Ducasse, 51 ans, est propriétaire d'un groupe de restauration qui emploie 1 900 personnes dans le monde. Parmi ces établissements, le Louis XV, un restaurant trois étoiles situé dans le centre de Monaco, et le restaurant Alain Ducasse au Plaza Athénée à Paris, également trois étoiles, figurent en tête du palmarès. Alain Ducasse, fils d'agriculteur, élevé dans un petit bourg des Landes, a commencé à travailler à seize ans après avoir claqué la porte de son lycée hôtelier. A force de talent et d'un travail acharné, il s'est hissé au sommet de sa profession. Ses restaurants ont décroché quatorze étoiles au Michelin, devancé seulement par Joël Robuchon, le chef le plus étoilé du monde (18 étoiles). L'obtention de la nationalité monégasque intervient par une décision « souveraine » du Prince au terme d'un processus long et semé d'obstacles.

BOURSE DE PARIS

SEANCE DU 23 JUIN 2008. Pétrole et valeurs financières limitent le CAC40 : À l'issue d'une séance hésitante, le CAC40 clôture dans le vert mais très proche de l'équilibre. Les valeurs énergétiques ont été suffisamment recherchées pour compenser les pertes des valeurs bancaires et d'EADS. Les cours pétroliers restent très tendus car la réunion entre les pays producteurs et consommateurs s'est soldée par un statu quo sur la production journalière. Le baril de brut léger en a profité pour aller tutoyer 137 USD. Dans l'attente de la réunion de la FED, demain soir, l'euro subit des prises de bénéfices à 1,5483 USD.

Table with 2 columns: Les 10 + Fortes Variations (Gains and Baissees) and MARCHÉS DE L'OR (Lingot, Pièce 20 F, etc.).

Table with 2 columns: DEVICES (Dollar américain, Dollar Canadien, etc.) and INDICES (SBF 80, SBF 120, SBF 250, etc.).

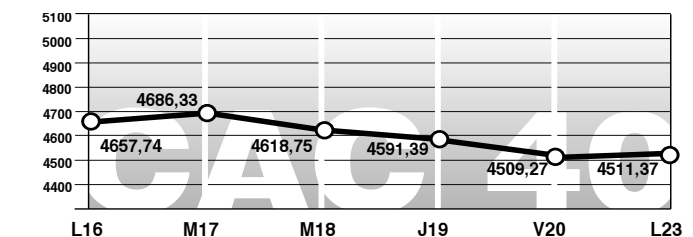
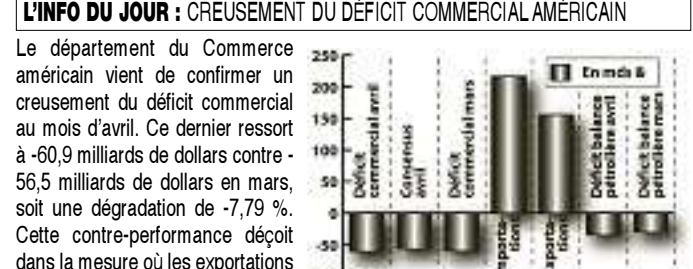


Table of stock indices: CAC40 PARIS (+0,05%), DAX FRANCFORT (+0,17%), NIKKEI TOKYO (-0,60%), DOW JONES NEW YORK (-0,03%), STOXX 50 EUROPE (+0,02%), PETROLE BRENT (135,50 \$), PETROLE BARIL NEW YORK (137,18 \$).

L'INFO DU JOUR : CREUSEMENT DU DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN

Le département du Commerce américain vient de confirmer un creusement du déficit commercial au mois d'avril. Ce dernier ressort à -60,9 milliards de dollars contre -56,5 milliards de dollars en mars, soit une dégradation de -7,79 %. Cette contre-performance déçoit dans la mesure où les exportations ont atteint un niveau historique, profitant de la faiblesse du billet vert. Elles ont été contrebalancées par une hausse des importations énergétiques, plus particulièrement pétrolières.



CHIFFRES CLÉS...

Indices INSEE des prix à la consommation : Mai 2008 hors tabac 118,50 (+3,27% en un an), indice avec tabac 119,73 (+3,31% en un an) • Indice INSEE de référence des loyers : premier trimestre 2008 : 115,12 (+1,81% en un an), base 100 au deuxième trimestre 2004 • SMIC : 8,63 €/h brut depuis le 01-05-2008, base 151,67 h par mois 1308 € • Taux d'intérêt : Euribor 3 mois 4,355% - TMO (secteur privé) 5,60%

VALEURS DU CAC 40

Table listing CAC 40 components: Accor, Air France - KLM, Air Liquide, Alcatel-Lucent, Alstom Regroupement, Arcelor Mittal, AXA, BNP Paribas, Bouygues, Cap Gemini, Carrefour, Crédit Agricole, Danone, EADS, EDF, Essilor Intl., France Telecom, Gaz De France, Lafarge, Lagardère S.C.A., L'Oréal, LVMH, Michelin, Pernod Ricard, Peugeot, PPR, Renault, Saint Gobain, Sanofi-Aventis, Schneider Electric, Societe Generale, Stmirceltronics, Suez, Total, Unibail-Rodamco, Vallourec, Veolia Environ., Vinci, Vivendi.

COTATIONS

• SANOFI-AVENTIS. - Le laboratoire Sanofi-Aventis indique que la Food and Drug Administration américaine a autorisé la mise sur le marché de Pentacel, nouveau vaccin pédiatrique combiné de Sanofi Pasteur. Il permet l'immunisation active des enfants de six semaines à quatre ans contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche ou la polio-myélite. L'action prend 0,19 % à 41,54 euros.
• RÉMY COINTREAU. - Le spécialiste des vins et spiritueux Rémy Cointreau a décidé de ne pas fixer pour l'instant le résultat net annuel et par conséquent ses comptes consolidés. Les comptes du réseau de distribution Maxium n'ont pu être arrêtés, les actionnaires ayant souhaité prendre en compte la cession effective prochaine de V & S. La publication prévue le 24 juin est reportée au 30 juillet. Le titre baisse de 2,17 % à 35,56 euros.
• SAFRAN. - Le motoriste Safran a remis une offre non sollicitée au conseil d'administration de la société américaine Digimar pour acquérir ses activités de documents d'identité sécurisés pour un montant de 300 millions de dollars. Hier à la clôture, l'action recule de 1,83 % à 12,32 euros.
• DEXIA. - La banque DEXIA va octroyer une ligne de crédit standby non garantie de 5 milliards de dollars au segment Financial Products (FP) de sa filiale FSA. Cette société émet des contrats d'investissement garantis pour des collectivités locales. La ligne de crédit aura une durée initiale de cinq ans. Le cours dégringole de 5,34 % à 11,35 euros.
• OBERTHUR. - Spécialiste mondial des cartes à puce, Oberthur annonce une réorganisation en quatre divisions à compter du 1er juillet. La division cartes est tournée vers les marchés du téléphone mobile ou de la banque. La division fiduciaire regroupe l'impression de billets, de documents administratifs et de chèques. S'y ajoutent la division protection des valeurs et la division identité. Hier l'action a perdu 1,31 % à 4,52 euros.

EUROLIST

Table listing EuroList components: Valeurs françaises (ABC Arbitrage, Acristone Develop, ADA, ADP, ADT, Affine, AGF, Agricole de la Crau, Altran Technologies, ANF, Arbel, Arova CI, Arkema, Artois Indust Fin, Atlas Origin Sa, Autor Paris-Rhin-Rhône, BAC Majestic, Baccarat, Balo Invest (Selectibal), Bains Mer Monaco, Banque de la Réunion, Benetton, Bie, BioMérieux, Bioron, Bolore Invest, Bongrain, Bull Regroupement, Bureau Veritas, Burelle Sa, Business Objects, Canal+, Capelli, Carbone-Lorraine, Casino GuichardADP, Casino Guichard Perr, Catering Intern Services, Cegid, OFF Recycling, CGG Veritas) and other sectors like Fromageries, Océan, etc.

LE CHIFFRE DU JOUR...

100 La hausse des cours pétroliers a impacté significativement les résultats des compagnies aériennes. Ses conséquences sont telles que

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.

LA QUESTION DU JOUR

Quid d'une opération "à cheval" ? Il s'agit du terme employé pour qualifier une position à la fois acheteur, long, et vendeur, short, sur un même actif financier. Il peut s'agir d'une opération de couverture ou de spread trading initiée par un gérant.